



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 4 avril 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir, février 2000** 2
En février, il y a eu relâchement des intentions de construction, et la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a diminué pour un deuxième mois consécutif, enregistrant un repli de 14,5 %, qui l'a ramenée à 2,9 milliards de dollars. Jusqu'ici en 2000, cependant, la valeur des permis dépasse de 21,5 % celle enregistrée au cours de la même période en 1999.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 1998	6
Chargements ferroviaires mensuels, janvier 2000	7
Scieries et ateliers de rabotage, janvier 2000	7
Restaurants, traiteurs et tavernes, janvier 2000	7
Données administratives longitudinales, 1982-1997	7

NOUVELLES PARUTIONS



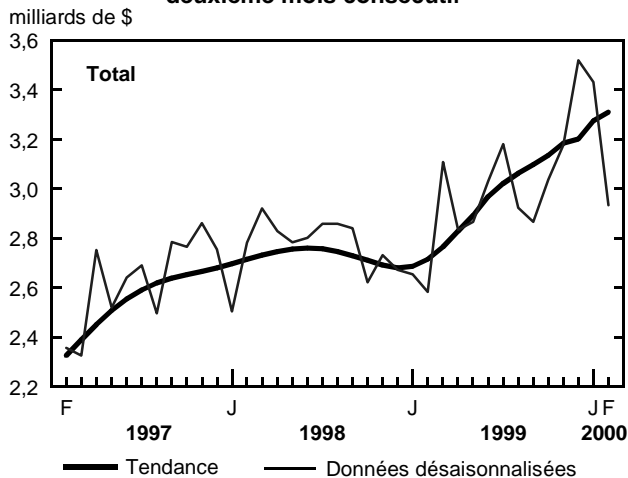
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Février 2000

En février, il y a eu relâchement des intentions de construction, et la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a diminué pour un deuxième mois consécutif, enregistrant un repli de 14,5 %, qui l'a ramenée à 2,9 milliards de dollars. Les réductions pour le mois ont touché à la fois le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel.

La valeur totale des permis est en baisse pour un deuxième mois consécutif



Les projets de construction industrielle ont affiché une hausse appréciable en février, mais le secteur non résidentiel a subi un net recul (-22,4 %, ce qui a porté la valeur totale à 1,2 milliard de dollars) par rapport à janvier 2000. Les intentions de construction résidentielle ont aussi chuté, mais moins abruptement (-7,7 %, valeur totale de 1,7 milliard de dollars), par suite des pertes qu'ont accusées les composantes des logements unifamiliaux et multifamiliaux.

Meilleure augmentation d'une année à l'autre depuis 1990

Au cours des deux premiers mois de 2000, les municipalités ont délivré pour 6,4 milliards de dollars de permis de bâtir, chiffre en hausse de 21,5 % comparativement à la même période de l'an dernier. Les deux secteurs ont contribué à ces résultats, ce qui constitue le meilleur début d'année depuis 1990.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

La valeur cumulative des permis de construction résidentielle en 2000 a dépassé de 20,7 % son niveau de 1999, tandis que les intentions dans le secteur non résidentiel ont augmenté de 22,5 %. Dans chaque secteur, toutes les composantes ont positivement contribué à la hausse.

Le secteur résidentiel affiche une troisième diminution mensuelle consécutive

En février, le secteur résidentiel a accusé une troisième diminution mensuelle consécutive des intentions de construction résidentielle, qu'une baisse de 7,7 % a ramenées à 1,7 milliard de dollars.

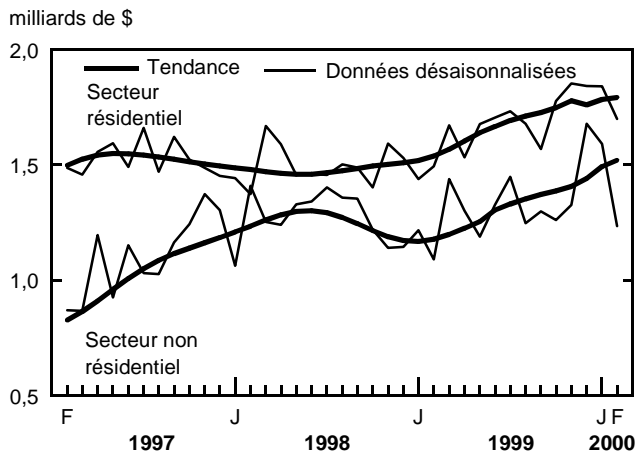
Après avoir connu en janvier son meilleur résultat mensuel depuis 1992, la composante des logements unifamiliaux s'est repliée de 4,8 %, de sorte que sa valeur était de 1,3 milliard de dollars en février. Un recul de 16,7 % a fait tomber la composante des logements multifamiliaux à 368 millions de dollars.

Malgré tout, les perspectives pour 2000 sont positives pour la composante des logements unifamiliaux. Pour les deux premiers mois de l'année, elle a affiché une progression de 24,3 % par rapport à la même période en 1999, pour atteindre 2,7 milliards de dollars; il s'agit de son meilleur résultat des dix dernières années. Les intentions de construction de logements multifamiliaux pour janvier et février ont atteint 810 millions de dollars, en hausse de 10,2 % par rapport à la même période de l'an dernier.

Malgré le repli de février au chapitre des permis de bâtir, le marché de l'habitation ne semble pas avoir perdu son élan. La croissance économique dans la plupart des secteurs et la progression de l'emploi se

sont maintenues ces derniers mois. Ainsi, le marché de l'habitation devrait continuer de croître si l'abordabilité du logement demeure relativement stable.

Troisième baisse consécutive du secteur résidentiel



À l'échelon provincial, les reculs les plus nets en février (en dollars) sont survenus en Alberta (-15,7 %, valeur totale de 242 millions de dollars), en Colombie-Britannique (-20,8 %, valeur totale de 158 millions de dollars) et au Manitoba (-50,3 %, valeur totale de 30 millions de dollars). Dans ces provinces, les composantes des logements unifamiliaux et multifamiliaux ont toutes deux accusé une baisse. Le Nunavut a eu la plus forte augmentation mensuelle (+231,0 %, valeur totale de 8 millions de dollars).

Cependant, pour les deux premiers mois de 2000, toutes les provinces, sauf la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick, ont affiché des augmentations au chapitre des intentions de construction résidentielle comparativement à la même période en 1999. En Ontario, où les résultats ont été les plus impressionnants, la seule région de Toronto s'est accaparée plus de la moitié des augmentations de la province. En Colombie-Britannique, Victoria et les régions situées en dehors des grandes régions métropolitaines se sont partagé les pertes presque également.

Deuxième diminution mensuelle dans le secteur non résidentiel

La valeur des intentions de construction non résidentielle a diminué de 22,4 % par rapport à janvier, se fixant à 1,2 milliard de dollars en février. Les composantes institutionnelle et commerciale ont contribué à ce deuxième recul d'affilée.

Les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 48,5 %, passant à 182 millions de dollars en février. À l'exception des bâtiments destinés au culte, toutes les catégories d'immeubles institutionnels ont perdu du terrain, et en particulier celle des établissements d'enseignement.

La composante des bâtiments commerciaux a subi un recul de 24,8 %, qui l'a ramenée à 707 millions de dollars. C'était dans une large mesure le résultat de diminutions survenues dans la catégorie des immeubles à bureaux, qui ont été tempérées par des hausses dans les catégories des laboratoires, des hôtels et des motels.

En contrepartie, les intentions touchant la composante industrielle ont progressé de 16,3 % et atteint 346 millions de dollars. Toutes les catégories de cette composante ont participé à l'augmentation, sauf celle des petits projets. La catégorie des services publics et des transports a joué le plus grand rôle dans la hausse de la composante industrielle.

Toutes les provinces, sauf le Québec, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, ont connu une diminution de la valeur des permis de construction non résidentielle en février. Les reculs mensuels les plus importants, en dollars, sont survenus en Ontario (-25,5 %, valeur totale de 507 millions de dollars) et en Colombie-Britannique (-56,9 %, valeur totale de 107 millions de dollars). Chacune des trois composantes a reculé en Colombie-Britannique, tandis que la composante industrielle a affiché une progression en Ontario. Les augmentations les plus considérables sont survenues au Québec (+5,3 %, valeur totale de 283 millions de dollars), puis en Nouvelle-Écosse (+97,0 %, valeur totale de 26 millions de dollars).

Bon départ pour le secteur non résidentiel

Malgré le repli de février, les perspectives demeurent positives pour ce qui est des intentions de construction non résidentielle en 2000. Pour les deux premiers mois de l'année, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a atteint 2,8 milliards de dollars, en hausse de 22,5 % par rapport à la même période en 1999.

Se situant à 535 millions de dollars, la valeur des permis de construction institutionnelle a avancé de 22,1 %. La valeur des permis de construction commerciale a atteint 1,6 milliard de dollars, en hausse de 33,2 % comparativement aux deux premiers mois de 1999. Quant aux intentions de construction industrielle, elles se situaient à 643 millions de dollars après une progression de 1,8 %.

En chiffres cumulatifs pour l'année, l'Ontario (+13,2 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars) a réalisé la meilleure augmentation de valeur des permis de construction non résidentielle, tandis que

Terre-Neuve (-74,5 %, valeur totale de 12 millions de dollars) a connu le recul le plus marqué. La Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest ont été les deux seules autres régions à connaître une diminution comparativement aux deux mêmes mois de l'an dernier.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de février 2000 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Le communiqué sur les permis de bâtir pour mars 2000 sera diffusé le 5 mai.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Sébastien LaRoche-Côté au (613) 951-2025 (sebastien.larochelle-cote@statcan.ca), Section des indicateurs courants de l'investissement. □

Valeur des permis de bâtir

	Janvier 2000 ^r	Février 2000 ^p	Janvier à février 2000	Février 1999 à février 2000
données désaisonnalisées				
	millions de \$		var. en %	
Canada	3 429,7	2 932,9	-14,5	13,6
Résidentiel	1 839,4	1 698,5	-7,7	13,8
Non résidentiel	1 590,4	1 234,5	-22,4	13,3
Terre-Neuve	30,1	30,2	0,2	13,1
Résidentiel	23,1	25,3	9,3	54,9
Non résidentiel	7,0	4,9	-30,1	-52,8
Île-du-Prince-Édouard	10,3	12,1	16,8	20,0
Résidentiel	6,7	8,2	23,1	7,9
Non résidentiel	3,7	3,9	5,2	57,5
Nouvelle-Écosse	62,7	67,2	7,1	-7,4
Résidentiel	49,3	40,7	-17,3	-3,7
Non résidentiel	13,4	26,4	97,0	-12,6
Nouveau-Brunswick	33,8	28,6	-15,3	-4,4
Résidentiel	22,6	18,2	-19,5	-19,3
Non résidentiel	11,1	10,4	-6,6	41,2
Québec	574,1	576,2	0,4	17,6
Résidentiel	305,4	293,3	-4,0	13,8
Non résidentiel	268,7	283,0	5,3	21,9
Ontario	1 535,6	1 355,2	-11,8	11,7
Résidentiel	855,8	848,5	-0,9	26,0
Non résidentiel	679,8	506,6	-25,5	-6,1
Manitoba	124,3	78,5	-36,9	49,2
Résidentiel	60,7	30,1	-50,3	9,6
Non résidentiel	63,6	48,3	-24,0	92,6
Saskatchewan	63,9	48,9	-23,4	34,1
Résidentiel	24,1	23,4	-3,0	64,2
Non résidentiel	39,7	25,5	-35,8	14,8
Alberta	539,2	459,7	-14,7	26,2
Résidentiel	287,8	242,5	-15,7	-0,6
Non résidentiel	251,4	217,3	-13,6	80,6
Colombie-Britannique	448,7	265,4	-40,9	-5,0
Résidentiel	199,7	158,1	-20,8	-12,5
Non résidentiel	249,0	107,2	-56,9	8,8
Yukon	2,0	1,8	-12,5	34,4
Résidentiel	1,5	1,3	-15,2	14,3
Non résidentiel	0,5	0,5	-4,5	149,5
Territoires du Nord-Ouest	1,1	0,7	-32,1	...
Résidentiel	0,2	0,6	302,6	...
Non résidentiel	0,9	0,1	-86,0	...
Nunavut	4,0	8,5	114,5	...
Résidentiel	2,5	8,2	231,0	...
Non résidentiel	1,5	0,3	-78,3	...

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes

1998 (estimations définitives)

Les revenus d'exploitation moyens des entreprises agricoles ont augmenté de 3,0 % en 1998 pour se chiffrer à 153 962 \$ (selon les dossiers fiscaux). Les dépenses d'exploitation moyennes ont augmenté de 3,9 % au cours de la même période pour s'établir à 130 384 \$. Les marges d'exploitation se situaient à 15,3 cents par dollar de revenu, en baisse comparativement à 1997 (16,1 cents). Les revenus d'exploitation moyens en dollars courants de 1998 excédaient de 13,2 % la moyenne quinquennale de 1993 à 1997, alors que les marges d'exploitation diminuaient de 1,3 cent par dollar de revenu.

La progression globale des revenus d'exploitation moyens est en grande partie attribuable à la hausse des revenus provenant de la vente de bovins (+7,0 %) et à l'augmentation des revenus tirés de la vente des autres productions végétales (+17,0 %) telles que les pommes de terre, le tabac, les fruits et les légumes ainsi que les produits de serre et de pépinière. La croissance globale a ralenti, les revenus tirés de la production porcine (-10,9 %) ayant diminué en raison de l'effondrement des prix et les revenus provenant des céréales et des oléagineux (-1,1 %) ayant baissé en raison de la faiblesse des prix des principaux grains.

Les dépenses d'exploitation moyennes se sont surtout accrues sous l'effet de l'accroissement des dépenses pour les productions végétales (+7,5 %), l'achat de bovins (+7,5 %) et les frais d'intérêts (+12,7 %).

Les fermes avicoles (volaille et oeufs) occupaient le premier rang quant aux revenus d'exploitation moyens en 1998, les revenus se chiffrant à 539 553 \$. Viennent ensuite les fermes productrices de pommes de terre (452 822 \$) et les serres et les pépinières (426 581 \$).

Les revenus d'exploitation moyens des fermes productrices de pommes de terre se sont accrues de 19,0 % comparativement aux revenus d'exploitation moyens de 1997. Cette hausse, qui est la plus importante de tous les types de fermes, est principalement attribuable aux revenus tirés des pommes de terre, qui constituaient 81 % du total des revenus d'exploitation en 1998. Les revenus provenant des pommes de terre ont augmenté étant donné la hausse des livraisons et des prix. La demande croissante de produits à base de pommes de terre tant au Canada qu'aux États-Unis explique l'accroissement des ventes dans les années 1990.

Les fermes productrices de fruits et de légumes (+12,2 %) et les fermes productrices de tabac (+10,1 %) ont également vu leurs revenus d'exploitation moyens s'accroître d'un taux supérieur à 10 %.

Selon les dossiers fiscaux, les revenus d'exploitation moyens ont diminué, en 1998, pour seulement 2 des 11 principaux types de fermes. Les revenus d'exploitation moyens des fermes porcines ont diminué de 4,0 % et ceux des fermes productrices de céréales et d'oléagineux ont reculé de 2,1 %.

Quant aux marges d'exploitation moyennes, les fermes laitières occupent le premier rang, affichant 24,8 cents par dollar de revenu. Il s'agit d'une hausse de 1,8 cent par dollar de revenu comparativement à 1997. Les fermes productrices de tabac et celles productrices de céréales et d'oléagineux viennent au deuxième rang, enregistrant 22,5 cents par dollar de revenu. Les marges d'exploitation moyennes de 8 des 11 principaux types de fermes ont augmenté en 1998, alors qu'elles ont diminué pour les fermes porcines, les fermes de polyélevage et les fermes productrices de céréales et d'oléagineux.

Selon les chiffres de ventes, les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 100 000 \$ et 249 999 \$ ont obtenu la marge d'exploitation la plus élevée, soit 21,2 cents (estimation), en baisse comparativement aux 21,9 cents enregistrés en 1997.

Revenus et dépenses d'exploitation moyens par ferme et marges d'exploitation 1998

	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marges d'exploitation ¹
	dollars		cents
Ensemble des fermes	153 962	130 384	15,3
Volaille et oeufs	539 553	470 776	12,7
Pommes de terre	452 822	382 446	15,5
Serres et pépinières	426 581	372 833	12,6
Porcs	408 421	390 037	4,5
Combinaison de bétail	388 889	313 038	19,5
Tabac	238 169	184 485	22,5
Produits laitiers	225 223	169 276	24,8
Fruits et légumes	155 343	133 008	14,4
Bovins	134 725	125 883	6,6
Céréales et oléagineux	109 154	84 637	22,5
Autres types d'exploitations	90 520	79 494	12,2

¹ Définies comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Nota: Les présentes estimations englobent les exploitations agricoles non constituées en société dont les revenus d'exploitation bruts sont de 10 000 \$ et plus. Elles comprennent également les exploitations agricoles constituées en société dont les ventes de produits agricoles sont de 25 000 \$ et plus, et dont 51 %

ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Les estimations comprennent également les organisations communautaires agricoles. La marge d'exploitation est définie comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Pour toute demande de données personnalisées, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-5027, Division de l'agriculture. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Paradis au (613) 951-2446 ou avec Lina Di Piédro au (613) 951-3171, Division de l'agriculture. ■

Chargements ferroviaires mensuels

Janvier 2000

Les quantités de marchandises chargées par les chemins de fer en janvier ont totalisé 19,6 millions de tonnes métriques (à l'exclusion du trafic intermodal), en hausse de 11,9 % par rapport à janvier 1999. Le transport intermodal, représenté par les «conteneurs sur wagons plats» et les «remorques sur wagons plats», a atteint 1,9 million de tonnes métriques, en hausse de 15,8 % par rapport à la même période en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 1430.

Le numéro de janvier 2000 de *Chargements ferroviaires - mensuel* (52-001-XIF, 8 \$ / 77 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec J.R. Larocque au (613) 951-2486 (lacroque@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. ■

Scieries et ateliers de rabotage

Janvier 2000

La production de bois d'oeuvre et de traverses a atteint 5 689,7 milliers de mètres cubes en janvier, en hausse de 4,1 % par rapport aux 5 466,1 milliers de mètres cubes produits en janvier 1999 (chiffres révisés).

Données stockées dans CANSIM: matrices 53 et 122 (série 2).

Le numéro de janvier 2000 de la publication *Scieries et ateliers de rabotage* (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (simales@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Restaurants, traiteurs et tavernes

Janvier 2000

Les recettes totales estimées des restaurants, des traiteurs et des tavernes pour janvier s'élèvent à 2,17 milliards de dollars, en hausse de 3,8 % par rapport aux estimations de janvier 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 62.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bill Birbeck au (613) 951-3506, Division des industries de service. ■

Données administratives longitudinales

1982-1997

Les données de 1997 ont été ajoutées à la Banque de données administratives longitudinales (DAL). Cette banque de données qui s'étend désormais sur une période de 16 années, soit de 1982 à 1997, comprend des renseignements sur les particuliers et les familles de recensement.

La Banque de DAL, qui représente un échantillon longitudinal de 10 % des déclarants canadiens, est conçue afin d'offrir aux chercheurs et aux analystes un outil leur permettant d'étudier les changements de revenu que connaissent les Canadiens et leur famille. La banque de DAL comprend une grande variété de variables sur le revenu et des caractéristiques démographiques telles que le revenu d'emploi, le revenu d'emploi autonome, les cotisations aux REER, les pensions alimentaires, l'âge, le sexe et la composition de la famille de recensement. Son vaste échantillon (2,2 millions de personnes en 1997) assure des estimations fiables à l'échelon du Canada, des provinces, des régions métropolitaines de recensement et de certaines régions infraprovinciales au moyen d'agrégations de codes postaux.

Des totalisations spéciales incluant les données de 1997 sont maintenant disponibles. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle de la Division des données régionales et administratives au (613) 951-9720 (saadinfo@statcan.ca). Télécopieur: (613) 951-4745. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Scieries et ateliers de rabotage, janvier 2000
Numéro au catalogue: **35-003-XIB** (9\$/86\$).

Aviation, bulletin de service, vol. 32, n° 3
Numéro au catalogue: **51-004-XIB** (8\$/82\$).

Chargements ferroviaires, janvier 2000
Numéro au catalogue: **52-001-XIF** (8\$/77\$).

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par oléoduc, janvier 2000
Numéro au catalogue: **55-001-XIB** (9\$/86\$).

Statistiques de l'énergie électrique, janvier 2000
Numéro au catalogue: **57-001-XIB** (9\$/85\$).

Bilan des investissements internationaux du Canada, 1999
Numéro au catalogue: **67-202-XPB** (52\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F *Quotidien* 11 (210) (50) (00000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'industrie et des emplois, la baisse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, certes, encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Aléa en termes positifs, semaine terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Dan Smythe (613) 951-1088, smytdan@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.